

SÉNATEURS, REPRÉSENTANTS ET GOUVERNEURS

Victoire électorale locale de l'extrême droite aux États-Unis



Au-delà de la fraude, l'élection de George W. Bush à la Maison-Blanche est portée par une vague réactionnaire sans précédent dans les États du Centre et du Sud. Les électeurs de droite et de gauche se sont déterminés non pas d'après leurs espoirs, mais en fonction de leurs peurs respectives. Au sein même du Parti républicain, les modérés sont balayés par les extrémistes, tandis qu'au plan fédéral, les républicains affermissent leur majorité au Sénat et à la Chambre des représentants. George W. Bush a maintenant carte blanche pour nommer qui il souhaite à tous les postes à responsabilité, y compris à la Cour suprême pour démanteler les droits des minorités.

page 2

Difficile d'accepter la nature du régime

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Pour José-Maria Aznar ou Max Boot, les résultats de l'élection présidentielle états-unienne sont une divine surprise. De leur côté, les éditorialistes européens commencent à s'interroger sur la nature d'un régime déjà vieux de quatre ans, mais rares sont ceux qui assument que les États-Unis d'aujourd'hui n'ont plus rien du « pays de la liberté ».

page 8

REPÈRE : 8 NOVEMBRE 1755

Incitation économique au génocide

Dans la colonie du Massachusetts, le gouverneur Joseph Dudley se plaint d'un manque de motivation des Européens à « nettoyer le pays de la vermine indigène, sauvage et cruelle, impossibles à convertir à nos mœurs cultivées et chrétiennes, obstacle à l'industrie humaine ». Inspiré par les mesures prises en Angleterre pour lutter contre les chiens errants, il promulgue, le 8 novembre 1755, un décret restaurant une prime pour toute personne tuant un Indien. Afin de faciliter les choses, le scalp fera office de preuve. Les « guerriers mâles de plus de 14 ans » sont le mieux payés : 30 livres, c'est-à-dire le salaire d'une semaine d'un journalier. Mais le barème prévoit également des récompenses pour les femmes tuées et pour les enfants de moins de 12 ans. Vu la difficulté de scalper des nourrissons, la main gauche du bébé est à fournir à la place. Le capitaine Church, vétéran des guerres indiennes, accourt avec ses chiens et ses pisteurs. Il obtient que la mesure soit étendue aux colons Français puisqu'ils aident les Mohawks contre les Anglais. Trois ans plus tard, le gouverneur note satisfait que les villages indiens (soit près de 5 000 personnes) du Kennebec, d'Abenakis et de la région Mohawk ont été « nettoyés ». ■



CAMPAGNE ÉTATS-UNO-ISRAËLIENNE D'ASSASSINAT DES SCIENTIFIQUES IRAKIENS

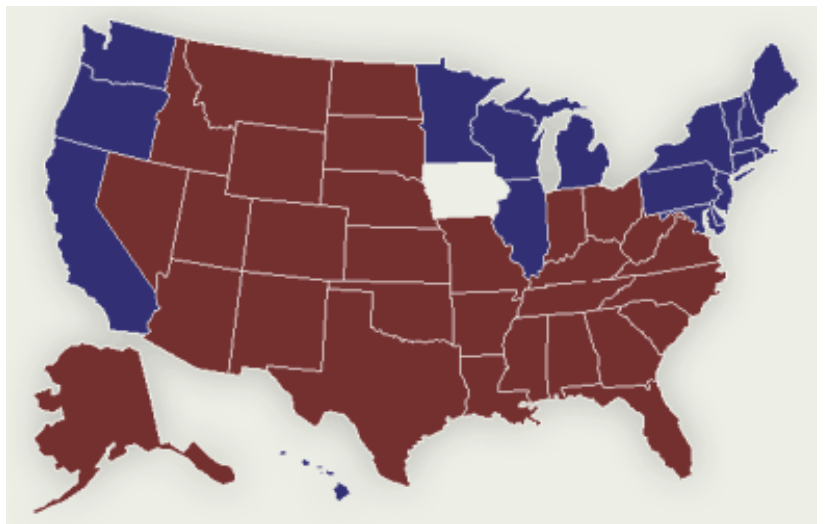
Un séminaire qui s'est tenu récemment au Caire a permis d'établir que plus de 310 scientifiques ont été assassinés en Irak depuis l'invasion du pays par la Coalition. Ils auraient été les victimes d'une campagne systématique conjointe israélo-états-unienne visant à liquider les intellectuels travaillant dans le domaine de la recherche appliquée, activité perçue comme une menace pour Israël. L'ambassadeur irakien au Caire, Ahmad al-Iraqi, avait d'ailleurs accusé Israël d'avoir dépêché dans ce but une unité de commandos immédiatement après l'invasion. Par ailleurs, le Centre Al Ahram estime qu'environ 17 000 scientifiques irakiens travaillant dans divers domaines ont fui le pays depuis l'invasion, privant non seulement la résistance d'un soutien hypothétique, mais surtout le pays tout entier de précieuses ressources intellectuelles pour l'avenir.

La résistance irakienne affirme pour sa part avoir abattu au moins 20 tueurs du Mossad présents sur le territoire irakien lors de la semaine passée. (Photo : la salle de lecture du département des sciences de l'université de Bassorah, après les pillages en juin 2003. Source : Jean-Marie Arnoult.) ■

Sénateurs, représentants et gouverneurs

Victoire électorale locale de l'extrême droite aux États-Unis

Au-delà de la fraude, l'élection de George W. Bush à la Maison-Blanche est portée par une vague réactionnaire sans précédent dans les États du Centre et du Sud. Les électeurs de droite et de gauche se sont déterminés non pas d'après leurs espoirs, mais en fonction de leurs peurs respectives. Au sein même du Parti républicain, les modérés sont balayés par les extrémistes, tandis qu'au plan fédéral, les républicains affermissent leur majorité au Sénat et à la Chambre des représentants. George W. Bush a maintenant carte blanche pour nommer qui il souhaite à tous les postes à responsabilité, y compris à la Cour suprême pour démanteler les droits des minorités.



Élection présidentielle états-unienne 2004
Répartition géographique des États Républicains (en rouge) et Démocrates (en bleu).

Les grands médias européens, qui avaient à la quasi-unanimité annoncé la probable victoire de John F. Kerry, se sont trompés. Pour notre part, nous avons au contraire souligné que l'équipe Bush, arrivée à la Maison-Blanche à la faveur d'une fraude massive, n'hésiterait pas à recourir à nouveau à la fraude

pour se maintenir. C'est effectivement ce qui s'est passé, même s'il est impossible pour le moment de préciser si la victoire de M. Bush est imputable à la fraude ou si celle-ci n'a fait que l'amplifier.

% des votants		%age ayant voté pour...		
		Kerry	Bush	Nader
Sexe et groupe ethnique				
46 %	Hommes	47 %	52 %	1 %
54	Femmes	54	45	1
36	Hommes blancs non hispaniques	40	58	1
41	Femmes blanches non hispaniques	47	51	1
77	Blancs non hispaniques	44	55	1
11	Noirs	90	10	1
9	Hispaniques	56	41	3
2	Asiatiques	61	39	*
2	Autres	56	38	2
Appartenance politique				
38	Démocrates	90	9	1
26	Indépendants / autres	52	44	2
35	Républicains	7	92	0
22	Libéraux	86	12	2
45	Modérés	57	42	1
32	Conservateurs	17	82	1

De nombreux commentateurs aux États-Unis soulignent que l'écart surprenant entre les sondages effectués à la sortie des urnes et les résultats officiels. Les observateurs internationaux, quant à eux, sont stupéfaits par la possibilité de voter sans contrôle d'identité dans de nombreux États et par le recours à des machines à voter invérifiables.

Quoi qu'il en soit, il ne nous appartient pas d'estimer l'ampleur de la fraude, mais d'interpréter l'image que les États-Unis ont d'eux-mêmes. Et, compte tenu de l'approbation des résultats par les deux grands partis, cette image -même fausse- est partagée par tous, s'impose à tous.

Les élections du 2 novembre ne concernaient pas seulement la désignation du président, mais aussi d'une partie du Sénat, de la Chambre et des gouverneurs, ainsi que l'examen de nombreux référendums.

Le taux de participation a atteint les 59,6 %, soit 5 % de plus qu'en 2000. Cela est fréquemment qualifié de « mobilisation exceptionnelle » alors que ce qui frappe surtout, c'est que même avec de tels enjeux, 40 % de l'électorat ne se déplace toujours pas aux urnes, soit qu'il se désintéresse du résultat, soit qu'il ne pense pas que sa voix ait un poids.

% des votants		%age ayant voté pour...		
		Kerry	Bush	Nader
	Age			
17	18-29 ans	56	42	1
28	30-44 ans	48	49	2
30	45-59 ans	51	47	1
24	60 ans et plus	48	51	0
	Revenus annuels et éducation			
8	Moins de 11 800€	65	34	1
15	Entre 11 800€ et 23 600€	60	38	1
22	Entre 23 600€ et 39 300€	53	46	1
23	Entre 39 300€ et 59 000€	46	53	1
14	Entre 59 000€ et 78 700€	48	51	0
18	Plus de 78 700€	43	55	2
4	Inférieure au lycée	53	46	1
22	Titulaire du baccalauréat	50	48	1
31	Université (non diplômé)	48	51	1
26	Université (diplômé)	49	50	1
17	Diplôme de 3ème cycle	57	41	1

Pour la présidentielle, les électeurs ont voté utile, persuadés à gauche que la défaite d'Al Gore en 2000 était plus imputable aux 2,8 millions de voix portées sur Ralph Nader qu'aux trucages électoraux. Les électeurs de droite se souvenaient eux des 9 millions de voix du milliardaire Ross Perot qui manquèrent au Parti républicain en 1992 et 1996.

Les électeurs interrogés à la sortie des urnes indiquent des préoccupations symétriques. Ceux qui ont voté pour George W. Bush rapportent avoir été guidés par leur peur du terrorisme et de la décadence morale, les deux thèmes étant intimement liés puisqu'ils interprètent souvent le terrorisme comme une punition infligée par Dieu à son peuple parce qu'il s'éloigne de Lui. Ceux qui ont voté pour John F. Kerry déclarent avoir été inspirés par leur peur du chômage et de la perte de la couverture sociale. Tous se positionnent donc prioritairement en fonction de leurs angoisses et non de leurs rêves. Cette disposition d'esprit est probablement la résultante des campagnes de propagande du département de Sécurité de la patrie. Elle prédispose les électeurs à choisir des hommes forts plutôt que sages. Les partisans de George W. Bush soulignent ainsi sa détermination dans l'adversité, tandis que ceux de John F. Kerry lui reconnaissent de la ténacité pour apporter un changement. Alors que l'USA Patriot Act a suspendu les libertés fondamentales énoncées dans la Bill of Rights et que le Pentagone et la CIA pratiquent la torture à grande échelle, les électeurs (hormis les partisans de Ralph Nader) ne se sont pas déterminés sur ce sujet. La détention pour des motifs inconnus de centaines de personnes à Guantanamo ou le fichage par le FBI des musulmans pratiquants n'ont pas même été discutés par les deux candidats principaux.

% des votants		%age ayant voté pour...		
		Kerry	Bush	Nader
Affiliation religieuse				
53	Protestants	46	56	1
27	Catholiques	50	49	1
3	Juifs	78	22	*
7	Autre	75	21	3
10	Aucune	69	29	2
22	Évangélistes	23	76	1
Vote à l'élection présidentielle de 2000				
17	N'a pas voté	57	41	2
39	Albert Gore	91	8	1
41	George W. Bush	10	90	0
Autres facteurs				
24	Vie en concubinage	61	37	1
28	Marié, avec des enfants	42	56	2
41	Possède une arme à son domicile	39	59	2
11	Votant pour la première fois	55	43	1
4	Gay, lesbienne ou bisexuel	78	21	2
18	Vétéran de l'armée	43	55	1

Les nombreux référendums locaux donnent une idée plus précise des fantasmes des États-Uniens. Onze États ont été consultés pour définir le mariage comme une institution exclusivement hétérosexuelle [1]. Dans sept d'entre eux, la question posée visait également à barrer l'accès des couples homosexuels aux droits reconnus aux concubins hétérosexuels. Partout les électeurs se sont prononcés contre les droits des gays, suivant en cela le Missouri et la Louisiane qui ont déjà amendé leur propre constitution pour interdire le mariage entre personnes du même sexe. Ce thème obsessionnel figurait dans le dernier discours présidentiel sur l'État de l'Union, George W. Bush ayant annoncé son intention de faire modifier la constitution fédérale pour garantir la pérennité de l'institution biblique.

Les résultats montrent que les partisans des discriminations anti-gays constituent de 57 % (Oregon) à 86 % (Mississippi) des votants. Lorsqu'ils sont Blancs, leur intolérance conditionne leur vote en faveur de George W. Bush. Par contre, lorsqu'ils disent appartenir à des minorités, ils distinguent cette position de leur choix présidentiel.

La moitié des 76 sénateurs était à renouveler. Deux nouveaux démocrates sont élus, dont Barack Obama. Juriste d'origine kenyane, il s'est illustré au sein de son propre parti en s'opposant à l'invasion de l'Irak. Troisième homme noir à entrer au Sénat en un siècle, il a obtenu 70 % des voix dans l'Illinois.

Sept nouveaux républicains sont élus. L'ancien secrétaire au Logement, Mel Martinez a été élu de justesse en Floride. Anticastro viscéral, il est connu pour

avoir transféré la gestion des logements sociaux à des organisations religieuses. Surtout Tom Coburn, que l'on avait connu à la Chambre de 1995 à 2001, est de retour. Il a été élu en Oklahoma avec une avance de 12 points sur son rival démocrate. Il incarne l'extrême droite la plus outrancière et mène campagne pour purger le parti républicain des leaders qui s'éloignent des valeurs morales. Médecin, il milite pour l'extension de la peine de mort aux personnes pratiquant l'avortement.

Au total, le président Bush dispose maintenant d'une majorité de 55 sénateurs républicains souvent extrémistes, contre 44 démocrates et 1 indépendant. Rien ne pourra arrêter sa politique de nomination de personnalités réactionnaires ou autoritaires dans les divers rouages de l'État fédéral, à commencer par la Cour suprême où des juges ad hoc termineront de démanteler les droits des minorités. On doit donc s'attendre à un bouleversement rapide et profond de l'ensemble de l'administration.

% des votants		%age ayant voté pour...		
		Kerry	Bush	Nader
	<i>Question : Quelle qualité du candidat a le plus compté dans votre choix ?</i>			
17	C'est un dirigeant fort (strong leader)	13	85	1
9	Il se soucie des gens comme moi	76	22	2
17	Il a des positions claires	22	75	2
25	Il va apporter des changements nécessaire	95	4	1
	<i>Question : Quel sujet a le plus compté dans votre choix ?</i>			
5	Taxes	47	52	1
4	Éducation	76	23	*
8	Système de santé	79	21	*
15	Irak	75	24	0
18	Terrorisme	15	85	0
20	Economie / emploi	81	17	1
21	Valeur morales	19	78	3

Les asterisques indiquent des valeurs inférieure à 1 pourcent. Les résultats présentés ici sont basés sur des entretiens avec 13 047 électeurs choisis aléatoirement à la sortie des bureaux de vote dans tous le pays et des entretiens téléphoniques avant l'élection dans 13 États. Le sondage à la sortie des urnes a été conduit par Edison Media Research et Mitofsky pour le compte du National Election Pool (NEP), du *Washington Post* et d'autre médias. Le NEP est une association de ABC News, CNN, CBS News, Fox News, NBC News et Associated Press.

Les 435 membres de la Chambre des représentants étaient à renouveler. La plupart se maintiennent, 39 changent. Parmi les démocrates entrants, signalons Cynthia McKinney, bien connue de nos lecteurs. Provisoirement écartée du Capitole par son parti à la suite d'une cabale dénigrant ses positions courageuses sur les attentats du 11 septembre 2001 et sur la question israélo-arabe, elle est élue en Géorgie avec 64 % des voix. À l'opposé, parmi les

républicains, on retiendra l'entrée du juge Ted Poe qui défraya la chronique judiciaire en inventant des peines humiliantes pour les condamnés. Ainsi, il fit décorer la cellule d'un assassin avec des photos de sa victime, ou il obligea un voleur à faire les cents pas devant la boutique où il avait commis son larcin avec une pancarte autour du cou indiquant son délit et sa condamnation.

Au total, George W. Bush peut compter à la Chambre sur une majorité républicaine renforcée de 231 députés contre 201 démocrates [2].

11 gouverneurs étaient à renouveler. L'Utah a élu le milliardaire républicain Jon Huntsman, par ailleurs missionnaire de l'Église mormone. Tandis que le Missouri a élu le jeune réactionnaire Matt Blunt qui a alterné des déclarations contre les gays et l'avortement avec des confidences sur ses trois conseillers : sa femme, sa mère et Dieu.

Si l'on observe la répartition géographique des votes, on remarque un véritable clivage : les grandes villes (particulièrement Los Angeles, Chicago, Philadelphie, et New York) sont massivement démocrates, tandis que les villes moyennes et les campagnes sont républicaines. Les États pro-Bush forment un ensemble continu, incluant le Centre et le Sud ; tandis que les États pro-Kerry sont regroupés en trois entités : la Côte pacifique, les Grands lacs, et le Nord-Est. D'une manière générale, les majorités dans chaque État fédéré se renforcent considérablement et les oppositions locales se radicalisent, faisant réapparaître des clivages post-guerre de Sécession.

En définitive, la focalisation sur l'élection présidentielle masque un bouleversement du paysage politique états-unien. Le parti démocrate est en recul, mais plus encore les républicains modérés sont balayés par des extrémistes dénonçant Bible à la main la décadence morale et prêchant la croisade contre le « terrorisme islamique ». L'extrême droite majoritaire à l'intérieur de la majorité républicaine est en mesure de soutenir une révolution néo-conservatrice que George W. Bush n'a pas tardé à décrire. S'exprimant le 4 novembre devant la presse, le président élu a annoncé la poursuite de la « guerre contre le terrorisme », mais aussi la refonte du système fiscal et la privatisation complète des caisses de retraite.

[1] Arkansas, Georgie, Kentucky, Michigan, Mississippi, Montana, Dakota du Nord, Ohio, Oklahoma, Oregon et Utah.

[2] Plus un indépendant et deux sièges restant à pourvoir.

Difficile d'accepter la nature du régime

Analyse

L'ancien Premier ministre espagnol, José Maria Aznar, désormais renié par le Parti populaire dont il est le président d'honneur, poursuit sa dérive idéologique. Après avoir délivré une étrange conférence à Jérusalem sur le fanatisme musulman, il s'extasie dans le *Wall Street Journal* sur le triomphe de l'espérance. Le président Bush, sorte de Messie des temps modernes, a eu raison de mener sa croisade, seul contre tous. Il en est aujourd'hui récompensé. Le propos paraît si insensé, vu de Madrid, que le quotidien centriste *El Mundo* le reproduit avec une bien peu charitable introduction de la rédaction rappelant l'alignement de M. Aznar sur M. Bush.

Dans la même veine, l'éditorialiste néo-conservateur Max Boot n'en revient pas, lui aussi, de l'ampleur de la victoire. Dans le *Los Angeles Times*, il compare ce triomphe à celui du président McKinley, en 1900, après la guerre contre l'Espagne. Reste que McKinley fut assassiné peu après par des anarchistes. Quoi qu'il en soit, Max Boot invite le président élu à constituer un gouvernement d'union nationale où seraient intégrées des personnalités démocrates comme le sénateur Joseph R. Biden.

Mais que faire de cette victoire ? L'éditorialiste pro-Israélien Amir Taheri prédit dans le *New York Post* qu'elle permettra à M. Bush de remettre dans le rang la France et autres contestataires de sa politique étrangère. Tous vont devoir désormais admettre la légitimité du leadership états-unien et composer avec lui. Robert M. Walker, ancien directeur adjoint de la FEMA, plaide quant à lui dans le *Washington Times* pour que le président élu fasse de la Sécurité de la patrie la priorité de son second mandat.

Cependant, l'opinion publique européenne, plus encore que sa presse, s'interroge sur la vraie nature du régime qui est en train de se construire outre-

Atlantique. Pour apaiser ces craintes, l'historien néo-conservateur Niall Ferguson assure à qui veut l'entendre que les États-Unis ne sont pas divisés : la virulence des débats internes n'est que l'expression de la vitalité démocratique de ce pays exemplaire. Initialement publié dans le *Los Angeles Times*, son point de vue est relayé par *Clarín* et *Le Monde* qui tentent manifestement de se convaincre que le « pays de la liberté » n'est pas devenu le fossoyeur de la liberté.

Prêchant l'apaisement d'une autre manière, le rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, Ignacio Ramonet, explique dans *El Periodico* que l'élection de George W. Bush est une faillite morale de la démocratie, mais qu'il ne faut pas pour autant se détourner de la démocratie bourgeoise. D'autant qu'au regard de ses échecs en politique étrangère, M. Bush finira par se rallier à la seule politique intelligente possible.

À l'inverse, dans *Le Figaro*, le politologue Pascal Boniface joue l'ingénu. Il constate que les programmes de MM. Kerry et Bush ne différaient substantiellement qu'en matière de politique intérieure, or les commentateurs étrangers se sont enthousiasmés pour l'un contre l'autre, comme si cela avait une importance pour eux. Rien ne va changer, mais rien ne pouvait changer, sinon parce que les États-Unis ont presque atteint leur déploiement maximal et n'ont donc pas les moyens d'enchaîner les guerres comme ils le voudraient.

Enfin, quelques auteurs assument le tragique de cette situation. Ils sont toutefois peu nombreux à accepter de jouer le porteur de mauvaises nouvelles. L'ancien conseiller du président Clinton, Sidney Blumenthal, note dans le *Guardian* et le *Taipei Times* que la victoire de George W. Bush n'est pas tant une défaite des démocrates que de l'aile modérée des républicains. En quatre ans, le pays s'est radicalisé, notamment sous l'influence des groupes religieux. Les États-Unis d'aujourd'hui ne sont plus comparables à ceux d'hier. L'éditorialiste Patrick Seale observe dans *Gulf News* et le *Daily Star* que les électeurs états-uniens ont approuvé la politique belliciste de leur président. Elle va donc continuer et empirer.

Pour conclure, l'ancien ministre travailliste des Affaires étrangères, Robin Cook, prédit avec effroi dans le *Guardian* que le président Bush célébrera sa victoire en réduisant la ville de Falluja en cendres.

Réseau Voltaire

José- Maria Aznar



José-Maria Aznar est ancien Premier ministre espagnol.

« Le triomphe de l'espérance »

Source : Wall Street Journal

, El Mundo

Référence : « The Triumph of Hope », par José Maria Aznar, *Wall Street Journal*, 4 novembre 2004.

« El triunfo de la esperanza », *El Mundo*, 5 novembre 2004.

C'est l'espoir et la confiance du peuple américain dans les valeurs et les principes qui soutiennent la civilisation des deux côtés de l'Atlantique qui a gagné l'élection. **George W. Bush** a décidé de répondre à l'attaque du terrorisme totalitaire par un retour des principes de bases et avec l'action plutôt que la rhétorique. Il s'est opposé avec fermeté et conviction à la brutalité et une grande majorité de la population a approuvé sa politique. Cela signifie qu'il y a un espoir pour notre mode de vie, un espoir qui se manifeste par le désir de défendre la liberté pour tous.

Tout ceux qui prévoyait une déroute de Bush se sont trompés car ils ont fondé leur raisonnement sur une caricature. Bush a gagné toutes les élections, renforçant la majorité conservatrice sur le pays. Bush a vaincu la coalition négative, rassemblée exclusivement autour du souhait de le voir vaincu.

Certains pensaient que les États-Unis se prononceraient majoritairement contre la guerre en Afghanistan et en Irak mais la population a compris l'importance de l'Afghanistan dans la guerre au terrorisme et de la remise en cause du statu quo au Moyen-Orient.

Aujourd'hui, les dirigeants démocratiques doivent s'unir autour des objectifs de la politique de Bush au lieu de prôner la division. Il faut une politique fondée sur des principes, c'est elle qui triomphera.

Max Boot



Max Boot est membre du Council on Foreign

« La solide victoire de Bush à la McKinley »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Bush's Solid, McKinley-Style Victory », par Max Boot, *Los Angeles Times*, 4 novembre 2004.

Le dernier président à obtenir une réélection en plein pendant une guerre difficile fut William McKinley en 1900. La coïncidence est amusante car **Karl**

Relations. Journaliste réputé dans les milieux économiques, il dirige la page éditoriale du *Wall Street Journal*. Il a publié *The Savage Wars of Peace : Small Wars and the Rise of American Power*. Il est expert du cabinet de relations publiques Benador Associates.

Rove est un admirateur de McKinley et surtout de son directeur de campagne Mark Hanna. Il n'y a plus qu'à espérer que les guerres de **George W. Bush** se termineront aussi bien que celle de McKinley.

La capacité du président à obtenir la victoire est plus impressionnante que celle de McKinkley si on considère les forces liguées contre lui, de **George Soros** à Dan Rather en passant par Ben Laden, dont la curieuse cassette vidéo de menace juste avant l'élection ressemblait à une version coranique des films de **Michael Moore**. En réélisant le président avec une marge de 3,5 millions de voix, les États-Unis ont montré qu'ils n'étaient pas intimidés par les terroristes du Moyen-Orient ou les Européens. Les Américains n'ont pas cru que **John Kerry** aurait les tripes pour nous mener à la victoire. À Paris et à Los Angeles on a dû avoir du mal à digérer cette défaite.

Dans son second mandat, Bush devra mieux expliquer sa gestion de la guerre. Il ne peut pas ignorer totalement ceux qui doutent de sa politique. Nommer un démocrate de premier plan comme **Joseph R. Biden** (qu'on annonçait comme un probable secrétaire d'État de Kerry) pourrait être un bon choix.

Amir Taheri



Amir Taheri est journaliste iranien et rédacteur du journal français *Politique Internationale*. Il est expert du cabinet Benador Associates à New York. Il a récemment co-écrit *Irak : Le Dessous des Cartes* avec Patrick Wajzman.

« Un dur réveil »

Source : Gulf News

, New York Post

Référence : « A Rude Awakening », par Amir Taheri, *New York Post*, 4 novembre 2004.

« Young Bush teaches 'old Europe' a lesson », *Gulf News*, 5 novembre 2004.

Les élites françaises qui pariaient sur une victoire de **John Kerry** n'ont pas dû en revenir de la victoire de **George W. Bush**. Les élites européennes ont rêvé d'un président Kerry qui ratifierait les accords de Kyoto, le traité instituant la Cour criminelle internationale, qui quitterait l'Irak, enverrait des fleurs à **Yasser Arafat** et peut-être même négocierait avec Ben Laden. Quand il est devenu évident que ce n'était pas ce que voulaient les Américains, les élites européennes sont restées sans voix. Le choix fut d'autant plus significatif que Bush a obtenu le plus grand nombre de voix de l'histoire des élections états-uniennes. **Jacques Chirac**, dont le parti fait 16 % des voix en France et **Gerhard Schröder** dont le parti a perdu toutes les élections depuis deux ans, doivent regarder ces élections avec envie.

Jusqu'à mardi, beaucoup d'Européens se positionnaient comme anti-Bush, mais pas anti-américain et ils essayaient de se justifier en utilisant les mensonges de **Michael Moore** sur le trucage des élections de 2000. Que va faire la vieille Europe à présent ? Déjà, l'Allemagne a envoyé plus de troupes en Afghanistan et participe à la formation des forces de sécurité en Irak et l'Espagne adoucit ses positions anti-américaines du début en envoyant des troupes en Haïti pour suppléer les troupes états-uniennes. Seule la France, la Belgique et la Grèce sont restées constamment dans une posture anti-américaine. Cependant mardi, ces pays parlaient de travailler avec la nouvelle administration Bush. La première opportunité pour mener ce rapprochement sera lors de la conférence internationale sur l'Irak en Égypte, mais Chirac

pourrait aussi cesser de soutenir Arafat et la vieille garde palestinienne et changer de position sur l'Iran.

La réélection de Bush renforce également **Tony Blair** et les forces modérées dans le monde islamique. Les despotes, les groupes pan-arabes et les islamofascistes sont eux, affaiblis. Aujourd'hui, l'administration Bush a une possibilité d'aider les Palestiniens à avoir une nouvelle direction pour revenir à la table des négociations.

Robert M. Walker

Robert M. Walker a été secrétaire à l'Army et vice-directeur de la FEMA (l'organisation en charge de la gestion des catastrophes aux États-Unis) dans l'administration Clinton.

« Les priorités de la sécurité de la patrie »

Source : Washington Times

Référence : « Homeland security priorities », par Robert M. Walker, *Washington Times*, 4 novembre 2004.

Le second mandat, **George W. Bush** est une opportunité historique de mieux protéger l'Amérique du terrorisme. Pour cela, il faut recentrer la sécurité de la patrie en aidant les États et les localités à renforcer leurs capacités de détection et de prévention des attaques terroristes.

La stratégie actuelle de l'administration Bush qui consiste à vaincre les terroristes à l'étranger n'est qu'une partie de la solution. Nous sommes une société ouverte et les terroristes peuvent l'exploiter, c'est pour cela qu'il faut renforcer les échelons locaux et former les polices locales à identifier les terroristes avant qu'ils ne frappent. Il faut aussi former les pompiers, les travailleurs du secteur de la santé, les agents de contrôle agricole... etc. Tous les fonctionnaires doivent être formés à reconnaître les signes d'une attaque. Le président Bush doit faire de la sécurité de la patrie une priorité.

Niall Ferguson



Niall Ferguson est professeur d'histoire à l'université Harvard et chargé de cours à la Hoover Institution.

« Une nation divisée ? N'y croyez pas ! »

Source : Le Monde

, Los Angeles Times

, Clarin

Référence : « A Split Nation ? Don't Believe It », par Niall Ferguson, *Los Angeles Times*, 3 novembre 2004.

« Estas elecciones no partieron en dos a los Estados Unidos », *Clarín*, 4 novembre 2004.
« Une nation divisée ? N'y croyez pas ! », *Le Monde*, 5 novembre 2004.

En lisant certains commentaires sur l'élection du 2 novembre, on pourrait croire que les Américains étaient à deux doigts d'une seconde guerre de

Sécession. D'un côté il y a, paraît-il, l'Amérique républicaine du centre rural du pays, symbolisée en rouge, de l'autre, en bleu, l'Amérique démocrate des côtes fortement urbanisées. On nous dit que la campagne présidentielle a été si rude que ces deux Amériques sont plus séparées qu'à n'importe quelle époque depuis la Seconde Guerre mondiale. Les deux Amériques censées être en guerre sont brillamment caricaturées dans mon film préféré de l'année, *Team America : World Police* où les Républicains sont des fous de la gachette qui détruisent accidentellement la tour Eiffel et les pyramides pour « mettre à genoux » les ennemis de la liberté et les démocrates des cabotins libéraux et sentimentaux de la Film Actors Guild qui se laissent convaincre par Kim Jong-Il d'assister à une conférence de paix bidon.

Malgré les divisions, l'idée toute faite selon laquelle l'Amérique a été déchirée par cette élection m'apparaît comme fondamentalement fausse. La polarisation de l'Amérique n'a rien d'inquiétant, c'est la manifestation de la vitalité de la démocratie sur une terre qui reste fondamentalement un tout. Pour un « étranger non résident » comme moi, la chose la plus frappante dans ce vaste pays demeure, non pas ses divisions politiques, mais son étonnante homogénéité. Tout le monde partage la foi en la démocratie et les Américains ont aussi en commun une véritable ambivalence au sujet de la puissance des États-Unis à l'étranger. Tous ne sont pas des intégristes, mais la plupart sont chrétiens. Souvenons nous qu'il n'y aurait pas d'États fluctuants s'il n'y avait pas un nombre presque égal de républicains et de démocrates dans 15 États sur 50, 11 États seulement ont été remportés haut la main par l'un des deux partis lors des huit dernières élections présidentielles (Jimmy Carter a remporté le Texas en 1976 et Ronald Reagan le Massachusetts en 1980). Il ne faut pas non plus réduire les divisions politiques à des divisions ethniques. Le point le plus important concernant la prétendue polarisation d'aujourd'hui est peut-être que personne ne semble jamais en venir aux mains (comparé à la Grande-Bretagne des années 80, il n'y a pas de polarisation). Plus exactement, ce qui s'est passé mardi a simplement montré que les Américains ont enfin atteint un niveau normal d'engagement politique après des décennies de faible participation. La mesure la plus parlante de cette nouvelle vigueur politique, est l'extraordinaire santé de la satire politique américaine ces derniers temps.

Ignacio Ramonet



Professeur de sémiologie et d'histoire de la culture à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Ignacio Ramonet est directeur du

« Bush, vertige et sueurs froides »

Source : El Periodico

Référence : « Bush, vértigo y escalofríos », par Ignacio Ramonet, *El Periodico*, 5 novembre 2004.

La réélection de **George W. Bush** est une mauvaise nouvelle pour la démocratie car les électeurs ont réélu un dirigeant qui a menti au Congrès, accepté un usage disproportionné de la force, a été incapable d'attraper Ben Laden, a autorisé les tortures à Abu Ghraib et ailleurs, a autorisé l'exception juridique de **Guantanamo**, a rejeté les Conventions de Genève, a favorisé les grandes entreprises, a appauvri les classes moyennes, n'a pas créé d'emploi et a

Monde diplomatique.

accumulé des déficits historiques. Il n'est pas question de discuter ici de la légitimité de son élection, mais du candidat qui a été élu. Nous ne devons pas oublier que Hitler aussi est arrivé au pouvoir démocratiquement et que c'est ce résultat qui a détourné beaucoup d'intellectuels européens de la « démocratie bourgeoise ». De même, la victoire de George W. Bush et de son vice-présidentissime **Dick Cheney** est une faillite morale du système démocratique qui doit nous alerter. Tout va dépendre maintenant de l'interprétation que le président réélu va donner à son triomphe. S'il oublie qu'il doit sa réélection à un système de propagande médiatique et qu'il croit bénéficier d'un vrai plébiscite, nous sommes perdus. Toutefois, s'il réfléchit, il peut voir que sur le plan international, sa politique échoue. La guerre d'Irak ne peut être gagnée sans envoyer 300 000 soldats de plus et il est impossible d'en avoir autant sans recréer un service militaire que Bush a promis de ne pas ré-instaurer. Il lui est également difficile d'attaquer l'Irak faute de troupes et sous peine de soulever la population chiite en Irak.

S'il comprend la situation, il est possible qu'il change de politique, tentant plutôt de relancer le processus de paix israélo-palestinien et invitant l'ONU en Irak. S'il agit ainsi, le second mandat Bush sera une surprise et il le terminera en étant un grand président.

Pascal Boniface



Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignant dans les Instituts d'études politiques (IEP) de Paris et de Lille.

« Ni alignement, ni lamentation »

Source : Le Figaro

Référence : « Ni alignement, ni lamentation », par Pascal Boniface, *Le Figaro*, 5 novembre 2004.

Jamais dans l'histoire de l'humanité un événement de politique intérieure n'aura suscité en dehors des frontières de la nation concernée autant de commentaires et de passions que l'élection présidentielle américaine de 2004. Dans tous les pays, les médias ont accordé à ces élections une place presque équivalente à celle qu'ils auraient réservée au processus de désignation de leur propre chef d'État ou de gouvernement, on avait jamais vu cela.

Le monde entier a eu la conviction que cette élection allait avoir de fortes répercussions sur chacun des 190 pays, preuve de la prééminence américaine et de la perception par le monde de cette puissance. La politique intérieure ne s'arrête pas aux frontières américaines et concerne directement le monde entier. Il n'est pas certain que l'inverse soit vrai car comme on l'a vu, le monde a exprimé sa très nette préférence pour **John Kerry**, mais les États-Unis n'ont pas suivi son avis et ils ont voté pour le candidat qui était le plus impopulaire dans le reste de la planète. Kerry a même été presque obligé de cacher le soutien du monde dans sa campagne comme si cela était plus un handicap qu'un atout, comme si les intérêts des États-Unis et du reste du monde étaient nécessairement différents. Autre paradoxe, alors que le monde entier s'est senti concerné par l'élection présidentielle américaine comme si son avenir en dépendait étroitement, les conséquences de la réélection de **George W. Bush** seront plus importantes en politique intérieure qu'en politique internationale.

En politique intérieure, les différences entre les candidats étaient particulièrement nettes, pas en politique étrangère. Kerry aurait atténué l'unilatéralisme américain, mais il ne l'aurait pas supprimé pour autant. Bush, de son côté, ne pourra pas maintenir l'unilatéralisme débridé qui l'a mené dans une impasse. Il n'est pas en mesure matériellement de lancer une seconde guerre du type de celle d'Irak. Il sera contraint de briser son isolement. Reste également aux autres nations, si elles sont déçues du résultat de l'élection américaine, à ne pas se contenter d'avoir pour seul choix l'alignement ou la lamentation, toutes deux étant un aveu d'impuissance. Nier la prééminence américaine n'a pas de sens et revient à s'aveugler. En déduire qu'elle ne peut déboucher que sur la soumission n'est pas plus réaliste.

Sidney Blumenthal



Sidney Blumenthal est ancien assistant et conseiller spécial du président Bill Clinton. Il est l'auteur de *The Clinton Wars*. Il a été éditorialiste du *New Yorker*, du *Washington Post* et de *New Republic*. Il est désormais éditorialiste au *Guardian* sur les questions de politique états-unienne et le correspondant à Washington de Salon. Com.

« Un dilemme moral »

Source : The Guardian

, Taipei Times

Référence : « A moral dilemma », par Sidney Blumenthal, *The Guardian*, 4 novembre 2004.

« A moral dilemma », *Taipei Times*, 5 novembre 2004.

En 1970, John Mitchell, l'attorney général de Nixon, annonçait que le pays allait devenir si à droite qu'on ne le reconnaîtrait plus. Cette mission fut confiée à **Karl Rove**. Suite à la victoire de **George W. Bush**, les démocrates vont se livrer à une série de récriminations rituelles, mais en fait la défaite n'est pas due à la personnalité de leur candidat, à leur programme ou aux erreurs de tel ou tel conseiller. Les démocrates ont réussi à s'unir autour d'un programme centriste et à mobiliser les nouveaux électeurs en leur faveur. Ceux qui étaient préoccupés en premier lieu par l'économie ou la guerre d'Irak ont voté à une écrasante majorité pour eux. Malheureusement, Rove a réussi à faire peur à l'électorat : peur des terroristes, peur des pédés... Les Églises évangéliques sont devenues les relais de l'organisation politique. L'idéologie s'est confondue avec théologie.

Le jour de l'élection, un référendum fut organisé en Floride pour interdire aux jeunes femmes d'avorter sans l'autorisation de leurs parents. Les onze référendums contre le mariage homosexuel ont également été gagnés par l'administration Bush. Dans le même temps, les républicains dénigraient les positions de Kerry, qui sont pourtant celles de la politique étrangère états-unienne classique en les présentant comme efféminées, non patriotiques et comme prouvant un déficit de caractère ou un élitisme. Ils ont aussi joué de la peur du reste du monde.

La campagne des Républicains pour le Congrès a suivi la même logique. Ainsi, les nouveaux sénateurs sont un défilé de grotesques. Plusieurs préconisent la peine de mort comme punition de l'avortement, un veut que tous les enseignants gays soient virés et un autre souffre des symptômes de la maladie d'Alzheimer. La nouvelle majorité est plus théocratique que républicaine et marque plus une défaite des républicains modérés que des démocrates. Il n'y a

plus de contre-pouvoirs. Il faut ajouter à cela les prochaines nominations à la Cour suprême qui vont entraîner la disparition des derniers vestiges du New Deal ou du droit à l'avortement.

Le vrai problème du Parti démocrate est de ne pas avoir réussi à enrayer la radicalisation du pays.

Patrick Seale



Patrick Seale est un analyste et auteur réputé sur le Proche-Orient. Contributeur régulier à *Gulf News*. Il a notamment publié des ouvrages sur l'histoire contemporaine de la Syrie et une biographie d'Abu Nidal.

« Et maintenant... quatre nouvelles années de guerre ? »

Source : Gulf News

, Daily Star

Référence : « And now ... 4 more years of war ? », par Patrick Seale, *Daily Star*, 4 novembre 2004.

« Looks like four more years of war », *Gulf News*, 5 novembre 2004.

En portant **George W. Bush** à la Maison-Blanche pour quatre années supplémentaires, l'électorat américain a voté pour la guerre. C'est la plus importante conséquence de l'élection américaine. Une majorité d'Américains voit Bush comme un commandant en chef fort qui va les mener à la victoire. C'est une perspective alarmante pour le monde mais, toujours traumatisé par le 11 septembre, l'Amérique conserve toute sa rage et sa peur. Effrayée par la possibilité d'une attaque terroriste, obsédée par sa sécurité et enivrée par sa puissance, l'Amérique enrage d'avoir été frappée sur son territoire. Elle veut détruire ses ennemis et pense que Bush est l'homme qu'il lui faut.

L'autre raison majeure de la victoire de Bush est la croyance de beaucoup d'Américains que Dieu est de son côté, ce que Bush n'hésite pas à clamer d'ailleurs. Bush a utilisé dans sa campagne le fondamentalisme chrétien autant que la peur du terrorisme. Aujourd'hui, le Bush que le monde a détesté pendant quatre ans est encore plus fort. Son parti contrôle les trois branches du pouvoir politique : l'exécutif, le législatif et, plus grave pour les droits civiques, la Cour suprême.

Certains optimistes pensent qu'il va se modérer et tenter d'unifier une nation profondément divisée et de rallier les alliés traditionnels de l'Amérique en réparant les relations transatlantiques. Certains pensent même qu'il va relancer le processus de paix israélo-palestinien. Tout cela est hautement improbable et même s'il voulait le faire, **Dick Cheney** l'en empêcherait. Il est plus réaliste de penser que son succès va faire croire à Bush qu'il a été « choisi » pour mettre en place une idéologie.

Vladimir Poutine et **Ariel Sharon** se réjouissent de cette élection et **Silvan Shalom** appelait l'Europe à **combattre le terrorisme aux côtés de Bush dans *Le Monde***. La vieille Europe, elle, voit cette réélection avec anxiété. En Irak, les États-Unis vont relancer l'offensive, y compris par des bombardements.

L'administration Bush 2 va continuer à travailler avec Sharon et poursuivre sa guerre contre l'islam militant dont le discours séduit de plus en plus dans le monde arabe.

Robin Cook

Robin Cook est ancien ministre travailliste britannique des Affaires étrangères et des Relations avec le Parlement. Il a démissionné du gouvernement de Tony Blair juste avant la guerre en Irak pour marquer son opposition au conflit.

« Bush va fêter ça en réduisant Falludja en cendres »

Source : The Guardian

Référence : « Bush will now celebrate by putting Falluja to the torch », par Robin Cook, *The Guardian*, 5 novembre 2004.

Si vous pensez que vivre avec **George W. Bush** pendant encore quatre ans est un problème, pensez aux 55 millions d'Américains qui ont voté contre lui. Aujourd'hui, il n'y a peut-être jamais eu autant de conservateurs aux États-Unis mais, compte tenu de la participation, il n'y a jamais eu autant de démocrates non plus. Malheureusement, Bush n'a pas seulement gagné la présidentielle, il a également gagné le Congrès et, par conséquent, la Cour suprême. Tous les contre-pouvoirs sont aujourd'hui des instruments cassés. Le comble est que nous sommes même obligés de souhaiter une bonne santé à Bush sous peine d'avoir **Dick Cheney** comme président.

Il ne faudra pas compter sur la nouvelle administration Bush pour soutenir les positions de **Tony Blair** qui voulait faire du réchauffement climatique le thème principal de la présidence britannique du G8. On saura sous quels auspices se préparent le second mandat Bush en observant le sort des néo-conservateurs comme **Paul Wolfowitz** ou **John Bolton**. Ils vont célébrer leur victoire en réduisant Falludja en cendres. Wolfowitz était furieux au printemps que les Marines se retirent, il va exiger une victoire militaire sans tenir compte du coût humain ou politique.

Cela va mettre Blair dans une situation politique inconfortable et il va donc tenter d'obtenir quelque chose en retour, notamment concernant le conflit israélo-palestinien, mais il n'obtiendra rien en raison de la proximité de Bush avec **Ariel Sharon**.

Nous sommes repartis pour quatre ans de confrontation entre Occident et monde musulman et Ben Laden doit en être heureux.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .